



Les Correspondants Canadiens de Rameau de Saint-Père

Jean Bruchési, M.S.R.C.

Number 14, 1949

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1080122ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1080122ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (print)

1920-437X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bruchési, J. (1949). Les Correspondants Canadiens de Rameau de Saint-Père. *Les Cahiers des Dix*, (14), 87–114. <https://doi.org/10.7202/1080122ar>

Les Correspondants Canadiens

de Rameau de Saint-Père

Par **JEAN BRUCHÉSI, M.S.R.C.**

Dois-je m'excuser, auprès des lecteurs des *Cahiers*, d'évoquer une seconde fois, à leur intention, la sympathique figure de ce sincère ami des Canadiens français que fut Edme Rameau de Saint-Père? A vrai dire, et par la force des choses, l'étude parue dans le treizième *Cahier* traitait surtout des deux voyages faits en Amérique par l'historien de *La France aux Colonies*; quatre pages à peine étaient consacrées aux quelque cinq cents lettres que Rameau reçut de ses correspondants canadiens. Et, pourtant, ces lettres, écrites en plus grand nombre par des hommes bien placés pour voir et juger, projettent un jour singulier sur un demi-siècle de notre histoire. A côté de remarques parfois très piquantes sur les personnes, elles renferment les plus judicieuses observations sur quelques-uns des principaux événements de notre vie nationale. Elles témoignent, entre autres choses, que maints problèmes d'hier ne sont pas encore résolus pour les mêmes raisons que discernait, il y a soixante ou quatre-vingts ans, tel ou tel correspondant de Rameau. Elles apportent la preuve que les Canadiens français ne se sont pas corrigés de certains mignons défauts et que l'expérience du passé est hélas! trop souvent perdue pour eux. Il n'est toutefois pas inutile de savoir ce que d'autres ont pensé avant nous, sans compter que la petite et même la grande histoire ont tout intérêt à puiser aux sources vives que sont les lettres des contemporains.

Dans le cas de Rameau de Saint-Père et de ses correspondants, les lettres s'échelonnent sur une période de plus de quarante ans, soit de la première lettre que François-Xavier Garneau lui écrivit en août

1858 à la dernière lettre d'Hector Fabre, qui est du 10 décembre 1899, que Rameau eut le temps de lire, pour laquelle il prépara même un brouillon de réponse, avant d'expirer cinq jours plus tard. Leurs auteurs sont connus, et aux noms que j'ai fournis l'an dernier, je pourrais ajouter ceux de l'abbé Taschereau (plus tard le cardinal Taschereau), de Mgr Bégin, alors évêque de Chicoutimi ou archevêque-coadjuteur de Québec, de Mgr Antoine Racine, évêque de Sherbrooke, de Mgr Jean Langevin, évêque de Rimouski, de Louis-Hippolyte La Fontaine, d'Augustin-Norbert Morin, d'Honoré Mercier et de Louis Fréchette.

Rien de ce qui touchait au Canada, de près ou de loin, ne laissait Rameau de Saint-Père indifférent. Un jour, désireux de mettre au service de la France une activité débordante que la doctrine sociale de Le Play, encore imprécise, ne satisfaisait pas, il était allé en Algérie. Et c'est là que, pour la première fois, il avait entendu parler du Canada, des Français d'Amérique. Tout de suite, et sans les connaître encore, ignorant à peu près tout de leur histoire, de leurs luttes, de leur état économique ou politique, il avait aimé ces frères séparés qui avaient les mêmes origines que lui, les mêmes croyances et, lui disait-on, la même langue. Dès 1859 — il avait alors trente-neuf ans — il avait fait paraître un premier ouvrage, *La France aux Colonies*, et, l'année suivante, il était venu en Amérique pour voir de ses yeux l'image des êtres et des choses qui lui étaient jusque-là apparus à travers les archives ou les livres. Le voyage dura un an et Rameau retourna en France avec l'intention bien nette de consacrer la plus grande partie de ses efforts à faire mieux connaître le Canada qu'il adoptait comme une seconde patrie, tout en mettant son expérience, son savoir et son influence au service des Canadiens devenus pour lui de véritables frères. Les articles qu'il donna à plusieurs revues françaises, les conférences qu'il prononça devant ses compatriotes, tout autant qu'*Une Colonie Féodale*, parue en 1889, un an après le second voyage fait par Rameau en Amérique française, témoignent que l'historien sut tenir sa promesse. Mais les lettres qu'il

reçut du Canada, d'Acadie, de Nouvelle-Angleterre en témoignent bien davantage.

Impressionné par le spectacle réconfortant de la survivance française qui lui avait été offert en 1860 et qui avait dépassé son attente, rassuré à peu près complètement sur l'avenir des Canadiens, même s'il ne l'était pas sur celui des Acadiens et des Franco-américains, Rameau mettait la colonisation au premier rang des problèmes que les uns et les autres devaient se hâter de résoudre. Ce n'était pas un problème récent puisqu'il s'était posé dès le commencement du régime français et que, dans une forme nouvelle, il ne cessait de préoccuper les esprits depuis les débuts de la domination anglaise. Le jour où les vagues d'immigrants anglophones avaient déferlé sur les colonies britanniques, le jour surtout où les Canadiens de langue française avaient perdu la majorité, la colonisation était devenue en quelque sorte un problème de vie ou de mort pour les descendants des premiers défricheurs. C'est à son sujet que Rameau avait, sur place même, multiplié les enquêtes et que, de retour en France, il ne cessa de questionner ses correspondants puis, grâce à leurs réponses, de faire le point, de marquer les reculs ou les progrès, de souligner les fautes ou les erreurs, d'offrir conseils et suggestions.

La colonisation, telle qu'elle se présentait il y a un peu moins d'un siècle, avait deux objets principaux : faciliter l'établissement du plus grand nombre possible de Canadiens français sur les terres encore en friche ou boisées de la Couronne, de préférence à celui des immigrants britanniques ou européens, et sinon arrêter en tout cas réduire sensiblement le déplorable exode des nôtres vers les Etats-Unis; en somme conserver au Canada son capital humain et empêcher, par la prise de possession du sol, la minorité catholique et française d'être absorbée par l'élément anglo-saxon. Envisagée sous cet angle double, l'oeuvre de colonisation ne pouvait être entreprise au hasard. Il fallait un programme rationnel, pratique; il fallait surtout appliquer un tel programme avec méthode et un esprit de suite qui n'admettait pas la moindre défaillance.

A l'époque du premier voyage de Rameau, de vastes régions du Bas-Canada, relativement faciles d'accès, ne semblaient plus attendre que le colon hardi ou courageux. Les unes, comme la Gaspésie et les Cantons de l'Est, étaient plus ou moins habitées; d'autres, comme la vallée de la Matapédia ou du Saint-Maurice et la région du lac Saint-Jean, continuaient d'offrir le spectacle d'une « forest infinie » qui avait étonné les premiers explorateurs. Il y avait bien une autre région sur laquelle les Canadiens jetaient naturellement les yeux: la vallée de l'Ottawa par où, au surplus, ils pouvaient sans trop de peine gagner les territoires de l'Ouest dont la renommée commençait à grandir. Mais, pour un homme aussi averti qu'Etienne Parent, il était déjà trop tard. A la faveur de l'immigration britannique qui se dirigeait de préférence vers le Haut-Canada, les Anglais s'étaient emparés des deux rives de la rivière Ottawa. Il est vrai qu'à compter du jour où la ville de ce nom — l'ancienne By-Town — était devenue la capitale du Canada-Uni, un certain nombre de Français s'y étaient installés; mais ils n'étaient qu'une poignée, sans influence, sans richesse matérielle. Un journal, qu'ils avaient fondé, avait cessé de paraître au bout de six mois. Ce n'était pas de ce côté, affirmait Etienne Parent, qu'il fallait diriger les colons catholiques et français, mais bien vers ce qu'il appelait « l'empire du nord » et qui lui paraissait « devoir être l'apanage de notre race. ». Pour le correspondant de Rameau, le domaine futur des Canadiens français devait se borner à l'étendue comprise entre la rivière Ottawa et l'Atlantique. « Vouloir nous étendre au delà, lui écrivait-il au début de 1859, ce serait vouloir aller nous noyer dans l'élément anglo-saxon ». Et il ajoutait : « Nous n'aurons jamais d'importance sociale sur l'Ottawa. »

Pourtant, quelques mois plus tard, en octobre 1860, Etienne Parent n'était déjà plus aussi catégorique. C'est qu'entre temps, Rameau de Saint-Père était venu au Canada, s'était renseigné sur place, avait observé et réfléchi. Non seulement il ne partageait point le pessimisme de son ami, mais, sans détourner les Canadiens français

des autres régions de la province de Québec, il leur conseillait fortement de coloniser d'abord la vallée de l'Ottawa et de la contourner par le nord en direction de l'ouest, puisqu'il semblait impossible de la traverser. Gagné à cette idée, Etienne Parent admettait même que la jalousie des Anglo-canadiens et leur répugnance à choisir une grande ville du Bas-Canada comme capitale pouvaient avoir pour effet de « faire prendre racine à notre nationalité sur une grande partie du Haut-Canada » (octobre 1860). Avec Rameau, comme bientôt avec Ulric Tessier, il n'était pas loin de reconnaître que la péninsule de Gaspé et le bassin de l'Ottawa étaient « les deux points importants à coloniser. »

Ulric-Joseph Tessier, avocat et membre du Conseil législatif du Canada-Uni, avant d'être ministre, sénateur, puis juge, fut l'un des premiers Canadiens à correspondre avec Rameau de Saint-Père. Il s'intéressait d'autant plus à la colonisation que le collège électoral, dont il était le représentant au Conseil, comprenait toute la région du Bas-Saint-Laurent, de Rimouski à la pointe de Gaspé, région qui comptait alors 50.000 habitants à peine. Tessier était de plus un intime ami de Parent. Dès 1861, il présidait un comité qui se donnait pour tâche de faciliter l'établissement des Acadiens en Gaspésie et surtout dans la vallée de la Matapédia. Ministre des Travaux publics dans le cabinet Sandfield Mac-Donald-Sicotte, il usa de son influence pour faire aboutir le projet sans éveiller les craintes de la forte minorité anglaise qui s'était solidement installée dans la péninsule; succès relatif sans doute en raison des obstacles qu'il y avait à surmonter, mais assez prononcé pour permettre à Etienne Parent d'écrire à Rameau le 28 novembre 1862 : « Dans quelques années, les Canadiens français et les Acadiens se donneront la main sur le chemin de Matapédia. »

Quoique lente, la pénétration française progressait sûrement et, en dépit de la mauvaise politique, la colonisation gagnait non seulement la Gaspésie, mais les Cantons de l'Est, le lac Saint-Jean, la vallée du Saint-Maurice et le bassin de l'Ottawa. Dans cette der-

nière région toutefois, il fallut attendre l'extraordinaire curé Labelle pour que la prophétie de Rameau devînt une réalité. Car, ici encore, c'est le Français qui avait vu juste, allant même jusqu'à prévoir le « mouvement remarquable » des Canadiens du Québec vers le Manitoba. Comme le curé Labelle l'écrivait à Rameau le 18 novembre 1880, « cette idée que vous avez émise voilà à peu près vingt ans, m'avait frappé : coloniser la vallée de l'Ottawa qui occupe une position stratégique pour le salut de notre race . . . J'ai travaillé à réaliser cette idée et, Dieu aidant, avec un certain succès qui grandira avec le temps. » Le succès était déjà en grande partie assuré, dans la vallée de l'Ottawa tout au moins, lorsque la petite ville de Hull ne fut plus, grâce au chemin de fer, qu'à quatre heures de Montréal, au lieu de douze.

Pour gagner le nord, puis l'ouest, la voie ferrée était l'instrument indispensable, le seul qui pouvait permettre de pénétrer rapidement à l'intérieur des terres. Le curé Labelle enregistra une première victoire quand les trains se mirent à circuler entre Montréal et Saint-Jérôme. Mais Saint-Jérôme, dont l'infatigable prêtre rêvait de faire un évêché, n'était qu'une étape. C'est jusqu'au Témiscamingue que la voie ferrée devait courir. Sans se laisser abattre par l'indifférence des uns ou l'hostilité des autres, le « roi du nord » ne se contentait pas des bonnes paroles dont les politiciens étaient prodiges. Homme d'action, il réclamait l'action. « Les Etats-Unis vont vite, écrivait-il à Rameau le 8 janvier 1882, parce qu'ils colonisent en chemin de fer, tandis que nous, nous colonisons en charrette . . . » Et puis, il fallait toujours prendre garde de heurter les fonctionnaires protestants d'Ottawa qui voyaient d'un mauvais oeil les entreprises du curé. Le moyen de les calmer, pour employer les propres termes de M. Labelle, était de faire « sonner haut que cette colonisation est destinée à amoindrir la plaie de l'émigration ». Mais que ce fut en Gaspésie, dans la vallée de l'Ottawa ou dans les Cantons de l'Est, les protestants jetaient les hauts cris, pendant que les fonctionnaires fédéraux présentaient les statistiques à leur façon. Rameau et son

ami, le géographe Onésime Reclus, frère d'Elisée, autre géographe célèbre, ne laissaient heureusement rien passer, multipliaient les analyses serrées et les démonstrations « pour mettre en pleine lumière le mauvais vouloir et la mauvaise foi dont les Anglais et les Irlandais ont fait preuve dans la rédaction de leurs statistiques. » Même en faisant la part de l'enthousiasme excessif dont il était coutumier, on comprend que Benjamin Sulte ne commettait pas une si grave erreur lorsqu'il mandait à Rameau en février 1882 : « Nous marchons à la conquête de l'Ontario. » Et ceux qui s'occupaient alors de colonisation avaient quelque mérite à garder leur optimisme, si Onésime Reclus, grand lecteur de journaux canadiens, avait raison d'écrire à son compatriote, le 1er juillet 1883, que la colonisation n'avancait guère, que la politique primait tout, dans un « décor malpropre » où il était naturel de s'accuser réciproquement d'être voleur, vendu et lâche. Par bonheur, « au-dessus de la politiciaille », comme le proclamait encore Reclus, « il y a un peuple qui s'accroît, qui s'épandra, qui défriche. »

De tous les Français d'Amérique, ce sont les Acadiens qui émurent et préoccupèrent davantage Rameau. N'étaient-ils pas les plus délaissés et les plus dépourvus de moyens de défense? En attendant de leur consacrer un très beau livre, *Une Colonie féodale*, propre à leur redonner confiance, l'historien se mit résolument à leur service et, pendant un quart de siècle, multiplia pour eux conseils utiles et fructueuses démarches. C'est lui, plus que tout autre, qui amena les Canadiens du Québec à prendre fait et cause pour les Français des provinces Maritimes. Encore fallait-il procéder avec beaucoup de prudence pour ne pas heurter les anglo-protestants et aussi, sinon surtout, le clergé irlandais qui n'était pas loin, au milieu du siècle dernier, de considérer les Acadiens comme une race dégénérée au physique et au moral. Maltraités ou simplement laissés à eux-mêmes, un grand nombre de ces malheureux Acadiens ne voyaient de salut que dans l'émigration. « Le Canadien, écrivait Ulric Tessier en avril 1859, tient encore à son origine française et

croit à l'avenir de cette nationalité. L'Acadien, comme le Louisianais, a perdu cet espoir; il s'américanise ou il est absorbé par l'élément anglais qui l'entoure et le domine." Pour ce motif, il importait donc de diriger l'émigration acadienne vers le Bas-Canada, comme Rameau le suggérait, comme Tessier lui-même essayait d'en convaincre l'opinion publique et le gouvernement.

Quant aux Acadiens qui ne voulaient pas émigrer, l'essentiel, le plus urgent était de leur donner suffisamment de prêtres de langue française, en attendant le jour où ils pourraient avoir leurs propres évêques. Comment y parvenir sans l'aide du clergé de la province de Québec? Or ce dernier, par délicatesse, n'osait pas se mêler trop ouvertement des affaires acadiennes. Risquait-il la moindre intervention, aussitôt une voix s'élevait non seulement pour protester, mais pour proclamer, comme le firent les archevêques d'Halifax, Mgr Burke, Mgr Connolly et Mgr O'Brien, que les évêques de Québec avaient toujours négligé les pauvres Acadiens dont les évêques irlandais, au contraire, avaient été les protecteurs, du point de vue religieux. Sans doute pouvait-on en appeler à Rome; mais outre que la procédure était longue, on n'était pas certain que Rome obligerait les évêques irlandais à nommer un curé de langue française dans une paroisse acadienne, à autoriser la fondation d'un collège français, à réclamer des écoles françaises. Du jour, toutefois, où les Acadiens, se sentant soutenus, reprirent conscience d'eux-mêmes, leur victoire fut assurée. Avec le temps, les évêques irlandais, à quelques rares exceptions, se relâchèrent de leur rigueur. Déjà, en septembre 1884, un autre correspondant de Rameau, Charles Thibault, avocat et journaliste, tribun célèbre du parti conservateur, Thibault-les-grands-pieds, pouvait écrire que les Acadiens avaient, dans la plupart des paroisses, des curés de leur origine. Certes, même à cette date, la partie n'était pas gagnée sur toute la ligne. Par exemple, l'opposition de Mgr Rogers, évêque de Chatham, à l'établissement d'un collège acadien à Richibouctou souleva l'ire de l'ultramontain Thibault qui ne craignit point d'attaquer le prélat dans la

presse. Le même Thibault n'hésitait pas d'autre part à reconnaître que l'évêque de Charlottetown, Mgr McIntyre, se montrait fort sympathique envers les Acadiens et que Mgr O'Brien, archevêque d'Halifax, suivait un peu ses traces, pour « faire oublier l'exclusivisme de feu Mgr Connolly » à la mémoire de qui Thibault ajoutait : « Que Dieu ait pitié de son âme irlandaise ! »

* * *

L'émigration des Canadiens français aux Etats-Unis, en Nouvelle-Angleterre principalement, était un phénomène déjà ancien lorsque Rameau les visita une première fois au début de 1861. Ni la mise en garde des autorités religieuses ni les discours des hommes politiques n'avaient pu ralentir l'exode qui prit, à certaines époques, l'allure d'une véritable fuite. L'attrait d'une vie plus facile, quand ce ne fut pas la perspective de gages plus élevés ou simplement le goût de l'aventure, avait ainsi entraîné des milliers et des milliers d'« habitants » ou de citadins loin de leur patrie d'origine qui ne fit guère d'efforts pour les retenir, encore moins pour les ramener. Là-bas, ils avaient généralement pris soin de se grouper, fondé des paroisses, bâti des écoles. Rameau avait été surpris de leur résistance et Mgr de Goesbriant, évêque de Burlington, affirmait volontiers qu'ils étaient « appelés par Dieu à coopérer à la conversion de l'Amérique, comme leurs ancêtres furent appelés à planter la foi sur les bords du Saint-Laurent. » Mais un jour — et ce jour vint rapidement — il fallut compter avec le clergé irlandais.

Comme celui des provinces Maritimes, le clergé des Etats-Unis, évêques en tête, n'admettait le rayonnement du catholicisme que sous le signe de la langue anglaise, d'autant plus qu'aux yeux de Washington la langue, à défaut de la religion, devait servir, plus que tout, à cimenter l'union entre hommes de croyances et de traditions diverses. En s'opposant de mille manières au maintien de la langue française, évêques et prêtres irlandais faisaient donc oeuvre

de bons citoyens américains. Comme dans les provinces Maritimes, la survivance française aux Etats-Unis, d'autre part, était liée au recrutement de prêtres de langue française; et ces prêtres, en attendant le jour où les Franco-américains pourraient les recruter en nombre suffisant dans leur propres rangs, devaient venir surtout de la province de Québec. C'est ce que les autorités religieuses du Bas-Canada comprirent assez tôt et ce à quoi elles s'employèrent avec méthode et constance, notamment à la fin du XIXe siècle. Cette politique, jointe à l'admirable résistance des Franco-américains eux-mêmes, ne fut pas de nature à ralentir le zèle du clergé irlandais. Il faut bien dire que de nombreux Franco-américains, en particulier ceux qui étaient éparpillés dans les grandes villes, ne résistaient pas longtemps. « Je crois que la langue française finira par disparaître à la troisième génération », écrivait Charles Thibault en 1885. Il n'en allait pas de même dans les petites villes et les campagnes du Maine, du Connecticut ou du Rhode-Island. Et Thibault, qui les visitait fréquemment, pouvait écrire à Rameau, le 30 juillet 1884: « Nos Canadiens progressent aux Etats-Unis. » Mais, partout, ce n'était pas sans luttes parfois très rudes, contre les Irlandais, évêques et prêtres, dans le Vermont par exemple où les Franco-américains formaient pendant les trois quarts de la population catholique.

Tout en mettant son influence et son expérience au service des Franco-américains, tout en réclamant l'aide de prélats français, comme le cardinal Lavigerie, pour aider leur cause auprès des autorités du Vatican, Rameau demeurait persuadé que le premier devoir des Canadiens était de coloniser la province de Québec, de s'établir solidement dans la vallée de l'Ottawa et de gagner les territoires du nord-ouest. Onésime Reclus pensait comme lui et l'émigration aux Etats-Unis n'eut pas d'adversaire plus acharné ni plus sarcastique que le géographe français. « Les Canadiens, remarquait-il en novembre 1879, sont persuadés que l'émigration en Nouvelle-Angleterre étend leur nationalité. Elle les distend et les épuise. » A ceux qui soutenaient, non sans raison du reste, qu'avec des prêtres et des évêques de

langue française, la survivance serait assurée, Reclus répondait : « Mais à quoi sert-il d'avoir un prêtre canadien? Dans dix ans, tous les Canadiens ne parleront que l'anglais. » Jaloués par les Irlandais qui tenaient à leur absorption plus que les *Yankees*, ils ne seraient jamais une force. « Emigration! Emigration! mandait-il à Rameau le 29 avril 1889. Et chez qui? Chez les honnêtes et bienveillants Bostonnais! A quoi sert donc à leurs dirigeants d'avoir toujours au bout de la plume des citations d'*Evangéline*? » Et il ajoutait, après avoir souligné la situation déplorable des Canadiens émigrés, dont un trop grand nombre se faisaient les censeurs des Canadiens restés au pays: « Pour ma part, j'ai peur de tout ce qui est trop près des *Yankees*. J'aime mieux dix *Canayens* au nord, au très haut nord, que cinquante à côté de l'Oncle Sam et de son vaste pays, où ils finissent par aller faire un four . . . Le vrai patriotisme n'est pas celui des orateurs de la Saint-Jean-Baptiste; c'est celui du pionnier dans la forêt, celui qui cimente la paroisse à ses débuts. » Et Reclus, même s'il exagérait souvent, même si ses prévisions n'étaient pas toujours justes — l'avenir l'a démontré — avait beau jeu pour signaler les défections.⁽¹⁾

Il n'en fallait pas moins sauver ce qui pouvait encore être sauvé. Rameau et ses correspondants canadiens s'y employaient de leur mieux en faisant contre-poids à l'action des évêques irlandais. A partir de 1888, les chances de victoire paraissaient d'autant plus brillantes que le Pape Léon XIII venait de recommander aux évêques irlandais de s'efforcer d'assurer des prêtres de leur langue aux émigrants italiens. Ce qui était bon pour les Italiens des Etats-Unis ne pouvait, disait-on, l'être moins pour les Canadiens de la Nouvelle-Angleterre comme pour les Acadiens des provinces Maritimes. Autorités religieuses et autorités civiles du Québec devaient donc intervenir à Rome même en faveur des Franco-américains. Rameau traçait

(1) Voici, à titre d'exemple, ce qu'écrivait Reclus le 18 janvier 1883 : « Je suis bien sûr que les Canadiens français cesseront d'être 30 p.c. dans la Puissance, pour descendre rapidement à 25, 20, peut-être 15 p.c. Quand ce sera fini, ils reprendront l'avantage, mais ce sera dur. »

aux unes et aux autres tout un programme d'action, multipliait ses enquêtes, dressait tableaux et statistiques pour appuyer ces interventions urgentes. « Si les prélats romains, écrivait-il, en octobre 1890, à Félix-Gabriel Marchand, alors président de l'Assemblée législative, redoutent les instances indiscrètes, les plaintes et les sollicitations personnelles, ils voient d'un oeil favorable et recherchent même avec sollicitude les mémoires et les exposés qui leur sont fournis par des personnes compétentes à la parole desquelles les fonctions ou la position sociale donnent une autorité légitime. » Le mouvement devait donc être en partie du moins dirigé par un certain nombre de laïques influents en vue de soumettre au Pape un exposé sincère et complet, non seulement sur la situation réelle des catholiques de langue française aux Etats-Unis et dans les provinces Maritimes, mais sur celle des Canadiens français eux-mêmes menacés par certains projets de divisions diocésaines dans la vallée de l'Ottawa et le nord-ouest de la province de Québec. Et Marchand partageait l'opinion de Rameau à qui il avait déjà écrit en janvier 1890 : « Le seul danger qui nous menace . . . c'est par Rome qu'il nous arrivera, si les renseignements y font défaut. »

Précisément, au cours de l'année 1891, les Franco-américains réclamaient un évêque-coadjuteur de leur langue à Ogdensburg. A cette fin, ils avaient adressé une supplique à Rome et Rameau avait discrètement demandé l'intervention du cardinal Lavigerie. C'est un Belge, l'abbé Gabriels, « tout à fait américain dans ses idées et ses principes », qui fut nommé, en décembre, presque à l'heure où l'abbé Proulx, curé de Saint-Lin, écrivait à Rameau : « L'envahissement français . . . que vous avez été le premier à signaler, dont vous avez analysé les progrès avec tant de perspicacité . . . , déborde partout . . . Ogdensburg, Springfield, Manchester, Providence, Portland . . . auront des évêques français. » Mais tout le monde ne pensait pas ainsi à Rome, où de nombreux personnages étaient au contraire convaincus, avec le cardinal Mazella, que « la langue anglaise doit finir par être la seule langue dans l'Amérique du Nord. » Et

Rome avait du reste répondu aux Franco-américains d'Ogdensburg, par l'intermédiaire du cardinal Taschereau, que leurs droits étaient incontestables, leur cause juste, mais qu'ils devaient s'adresser désormais aux évêques de la province ecclésiastique de New-York.

Personne ne songeait tout de même à abandonner la partie. Comme Mgr Bégin, alors évêque de Chicoutimi, l'avait écrit à Rameau, le 7 août 1891, on pouvait espérer que Rome ne sacrifierait pas les Canadiens de la province de Québec et des Etats-Unis aux Irlandais et aux partisans de l'américanisation. Cette américanisation n'avait pas, à l'époque, de plus ardent champion que Mgr Ireland, archevêque de Saint-Paul (Minnesota). Et Mgr Ireland avait l'oreille de nombreux prélats, à Rome où il se trouvait en 1892, en même temps que Mgr Antoine Racine, ce dernier porteur d'un mémoire de l'épiscopat du Québec sur l'attitude des prêtres irlandais envers les Canadiens français et les Franco-américains. Pour le premier évêque de Sherbrooke, son collègue de Saint-Paul est un homme « qui cherche l'effet, même la popularité », et « ses idées, si elles ne sont combattues et refutées solidement, peuvent nous nuire beaucoup auprès du Saint-Siège, en France et en Amérique . . . »⁽²⁾

Quatre ans plus tard, c'était au tour du curé Proulx, retourné à Rome pour donner un coup de main aux Franco-américains, de mettre Rameau au courant : « Leur souffrance grandit; l'américanisation par l'église n'est plus le fait de quelques-uns seulement, elle devient un système dans les hautes sphères ecclésiastiques irlando-américaines; rares sont les exceptions. »⁽³⁾ Et le curé de Saint-Lin en profitait pour défendre son ami Laurier contre l'accusation d'être « l'américanisant que ses adversaires politiques, acharnés, se plaisent à dire. » On pouvait « lui reprocher, avec plus de vraisemblance, d'être un *Britisher* ». Dans tous les cas, l'avenir des Français d'Amérique n'avait jamais reposé et ne reposait pas dans la politique; leur force

(2) Lettre du 11 décembre 1892, à E. Rameau.

(3) Lettre du 18 novembre 1896.

résidait au contraire dans la direction sage et modérée de l'épiscopat, tout autant que dans la foi et le bon sens pratique de la population.

* * *

Parmi les moyens qui s'offraient de compenser, dans une certaine mesure, l'exode des Canadiens de langue française aux États-Unis et l'afflux des immigrants européens, la plupart originaires des Îles Britanniques, il y en avait un auquel Rameau tenait particulièrement : le recrutement, en France même, en Belgique et en Suisse romande, de colons catholiques et de langue française. Quelques-uns de ses correspondants étaient d'avance gagnés à cette idée et Ulric Tessier, entre autres, lui écrivait, dès le 23 avril 1859, que la France aurait intérêt à envoyer des colons en Gaspésie, des Bretons de préférence. Ce n'est pas ce que pensaient les fonctionnaires de l'immigration, anglais pour la plupart. D'accord avec la majorité des ministres et les compagnies de transport, ces fonctionnaires favorisaient de mille manières l'immigration de protestants, anglophones ou non, plutôt que celle de Français, Belges et Acadiens, même dans le Bas-Canada. C'est ainsi que le gouvernement de l'Union n'entretenait des agences d'immigration que dans les Îles Britanniques, les pays nordiques et germaniques.

Quelques hommes politiques canadiens-français finirent heureusement par réagir contre un tel exclusivisme, avec d'autant plus de vigueur qu'au cours des années 1860-1861, quatre cents Norvégiens étaient venus s'établir à Gaspé. Ils firent si bien qu'à l'automne de 1861 Ambroise-Hector Verret, de Québec,⁽⁴⁾ s'embarqua pour l'Europe avec mission de recruter des immigrants en France, en Belgique et en Suisse. Comme il fallait s'y attendre, Verret, à peine arrivé à Paris, s'empressa de voir Rameau à qui il demanda conseils et appui. Par malheur, la loi française exigeait de tout agent-recruteur

(4) Fut secrétaire de la Commission du Havre de Québec, puis « auditeur » de la Province, de 1890 à sa mort (1908).

un cautionnement sous la forme d'un dépôt en espèces dont le montant pouvait varier de 15.000 à 40.000 francs (de \$3.000 à \$8.000). Les autorités canadiennes ne voulurent rien entendre et le gouvernement impérial, de son côté, ne fit aucune concession, au grand dépit de Rameau qui, d'autre part, cherchait à intéresser Napoléon III au sort des Acadiens. L'empereur donna 1.000 francs, mais Verret revint au Canada à l'été de 1862, sans avoir pu remplir sa mission. A peine de retour, il apprit que toutes les agences canadiennes d'immigration, sauf celle de Liverpool, allaient être fermées, à commencer par la sienne. L'immigration relevait, à cette époque, du ministère de l'Agriculture, dont François Evanturel était le titulaire, « l'homme le plus incapable qu'il y ait dans le cabinet actuel, mais probablement le plus présomptueux qui s'y trouve », écrivait Verret à Rameau, le 5 mars 1863. Si le ministre Evanturel abolissait l'agence française, c'était, prétendait-il, pour avoir ainsi raison d'abolir les agences anglaise, irlandaise, allemande. « Dans cette affaire, comme dans tout le reste, écrivait encore Verret à la même date, les Canadiens français sont traités comme ils l'ont toujours été, c'est-à-dire comme des hommes qui ne doivent pas compter au Canada. » En attendant, le mal était fait, ou, plutôt, le mal persistait, car le département de l'immigration restait aux mains de « protestants fanatiques qui ne comprennent pas un mot de français. »

Rameau n'était pas homme à abandonner la partie sur un premier échec. Il fit tant et si bien, avec le concours de quelques-uns de ses correspondants, que les projets d'immigration française furent repris dix ans plus tard. En 1872, le gouvernement de la province de Québec confia à Gustave Bossange, fils d'Hector, libraire et éditeur de Paris, le soin de recruter des immigrants français, sous l'autorité d'un agent-général du nom d'Edmund Jenkins qui avait ses bureaux en Angleterre. Cette même année, Gustave Bossange pouvait écrire à Rameau qu'il envoyait au Canada de vingt à trente immigrants français par semaine. Deux ans plus tard, en vue sans doute d'accélérer le mouvement, les autorités provinciales chargeaient Paul

de Cazes, avocat, journaliste et fonctionnaire, de se rendre à Paris et d'y obtenir la collaboration active de Rameau. Mais Bossange conseilla à celui-ci de ne rien faire avant d'avoir reçu des instructions précises. « L'esprit de suite, lui écrivait-il, est assez problématique dans un pays aussi agité par les passions politiques ». Pour ce motif, on ne pouvait jamais avoir la certitude qu'un bon mouvement, lancé par une administration, serait continué par les adversaires politiques portés à leur tour au pouvoir. Au surplus, même si Rameau ne remplit jamais aucune fonction officielle pour le compte du Canada, il saisissait trop l'importance du problème pour refuser son concours à Paul de Cazes, sans grand succès du reste. Celui-ci tenta vainement de recruter des colons en Alsace où il se heurta à l'opposition des autorités allemandes, puis il se rabattit sur le Jura suisse, à la suggestion toujours de Rameau de Saint-Père.

A cette époque, les libertés religieuses des catholiques suisses étaient gravement menacées et beaucoup de familles songeaient, pour cette raison, à émigrer. Pourquoi, avait demandé Edme Rameau, ne pas chercher à les attirer au Canada? Les évêques de la province de Québec, notamment Mgr Racine, de Sherbrooke, et Mgr Langevin, de Rimouski, avaient accepté l'idée avec joie. Mais, lorsque Paul de Cazes se rendit à Bâle, muni de chaudes recommandations auprès de l'évêque, on lui fit comprendre qu'il ne fallait pas aller trop vite; les lois annoncées se faisaient toujours attendre et un mouvement d'émigration n'avait chance de réussir que si les libertés religieuses des catholiques suisses étaient réellement atteintes.

Contrecarrée par les autorités canadiennes de l'immigration, peu désirée par le gouvernement de la province de Québec,⁽⁵⁾ si l'on en juge par l'absence de programme précis et de moyens pratiques, la venue de colons de langue française et de religion catholique continuait d'être laissée au hasard. Il fallut toute la fougue du curé La-

(5) A la session de 1875, l'Assemblée législative vota cependant une loi pour « encourager les Canadiens des Etats-Unis, les immigrants européens et les habitants de la province à se fixer sur les terres incultes de la Couronne. »

belle — « le gros patriote », comme le désignait Onésime Reclus — pour y intéresser de nouveau les pouvoirs publics. A deux reprises, en 1885 et en 1890, le prélat-fonctionnaire se rendit en France où, sur le conseil de Rameau, il organisa une société de colonisation présidée par Reclus. Il conçut même le projet de fonder, au capital de cinquante millions de francs, une société qui prêterait de l'argent aux agriculteurs, établirait, dans la province de Québec, des manufactures de drap, de soie et de toile, soutiendrait les institutions religieuses, ouvrirait des orphelinats agricoles, etc. Mais ce ne fut jamais qu'un projet. D'autre part, en dépit d'une opposition très vive qui craignait de voir la France et l'Algérie dépeuplées au profit du Canada, la société de colonisation connut un succès relatif, grâce principalement à Onésime Reclus.

Le savant géographe était au premier rang de ceux qui préconisaient une forte immigration française au Canada, avec autant de fermeté qu'il suppliait les Canadiens de ne pas émigrer aux Etats-Unis. Il avait la réputation d'être un libre-penseur, mais il était d'une droiture et d'une honnêteté à toute épreuve. A ses yeux, comme il l'écrivait à Rameau, le 24 avril 1889, « la meilleure méthode d'étendre le Canada Français par l'arrivée d'Européens homophones et par la colonisation des terres nouvelles . . . » était « la propagande par le prêtre. » Aussi pressait-il le curé Labelle de recourir à quelques abbés français pour recruter des colons en Bretagne ou en Lorraine. Reclus ne se contenta pas de prêcher, de grouper des dévouements, de réunir des fonds: il donna l'exemple. Mandaté par quelques parents et amis, il acheta même un certain nombre de terres, dans le comté de Pontiac, sur la rivière Ottawa. Mais l'expérience ne fut pas heureuse, par la faute, semble-t-il, de la Société du Témiscamingue qui avait vendu les « lots ». Dès 1893, les souscripteurs réclamaient le remboursement des sommes versées. C'est qu'entre temps, le curé Labelle était mort, et « Labelle mort, la confiance aussi est morte », écrivait Reclus à Siméon LeSage, sous-ministre des Travaux Publics, l'un des plus fidèles correspondants de Rameau et l'un des plus fer-

vents apôtres de l'immigration française. Au fond, la mort du curé Labelle survint inopinément après toute une série d'incidents malheureux qui avaient peu à peu refroidi l'ardeur de Reclus et de ses amis. Les terrains avaient été changés; une fois payés les prix convenus, la Société du Témiscamingue avait exigé davantage sous toute sorte de prétextes; Lucien-Napoléon Bonaparte-Wyse, explorateur français, arrière-neveu du grand empereur et ami d'Armand, frère d'Onésime Reclus, que ce dernier avait intéressé au Canada, s'était retiré de l'entreprise, et la majorité des acheteurs, y compris le géographe, avaient renoncé à traverser l'Océan. Commencée et poursuivie avec enthousiasme, l'affaire tombait par suite de la lenteur des uns, de l'apathie des autres et des mauvais procédés de l'administration. Ceux qu'une « noble ardeur canadienne » avait entraînés, qui ne s'étaient cramponnés aussi longtemps à une expérience, fâcheuse dès les premiers jours, que sur les prières du curé Labelle, demandaient maintenant d'être remboursés. A leurs yeux, comme aux yeux de ceux qui avaient pu vendre leurs « lots », même à perte, Reclus passait pour « un habile, un faiseur, un financier, un rastaquouère, lanceur d'affaires véreuses en pays d'outre-mer. »⁽⁶⁾ Si encore le géographe avait été seul en cause! Mais il y allait de la réputation du Canada pour qui le curé Labelle avait redouté l'éclat déshonorant d'une aussi pénible aventure. Ce fut Siméon LeSage qui s'employa à régler l'affaire. Il y mit des mois et des années. Finalement, une grande partie des « lots » ayant été saisis et vendus pour défaut de paiement des taxes municipales, le correspondant de Rameau les racheta après avoir payé les taxes et les revendit à son tour pour le compte des actionnaires français qui furent trop heureux d'être ainsi libérés sans avoir tout perdu.

L'immigration française au Canada ne connut donc jamais, à vrai dire, l'ampleur d'un mouvement sérieux, car, d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, elle se heurta à l'indifférence quand ce

(6) Lettre du 1er mai 1895, à Siméon LeSage.

ne fut pas à l'hostilité plus ou moins ouverte des pouvoirs publics. Il est peut-être trop tôt . . . ou trop tard pour le regretter. Il y a plus de quatre-vingts ans, en tout cas, un Français, professeur de droit romain à l'Université Laval, comptait beaucoup sur elle pour l'avenir des Canadiens. Il s'appelait Auguste-Eugène Aubry et Louis Fréchette l'a célébré dans « *Spes Ultima* » de la *Légende d'un Peuple* :

.....C'était

*Un modeste savant, parisien de race,
Qui commentait le code et récitait Horace
Par coeur.....*

Le 22 août 1862, Aubry écrivait à Rameau : « Il serait très désirable que l'émigration française pour le Canada prît une grande extension, car les liens qui rattachent le Canada à la France se détendent de plus en plus . . . Au train où vont les choses, si rien ne vient contrebalancer ce cours, il est bien à craindre qu'au bout de quatre ou cinq générations, il ne reste que peu de chose de la nationalité canadienne-française. Déjà la langue perd du terrain; beaucoup de familles canadiennes affectent de ne parler qu'anglais; leurs enfants n'apprennent d'abord que l'anglais; et voilà que, même dans les écoles de campagne, la langue anglaise est ou obligatoire ou tout au moins de bon ton. » Excessives peut-être, les craintes du vieux professeur n'étaient tout de même pas sans fondement; et qui dira que tout danger est aujourd'hui disparu, que le français est d'abord respecté par ceux dont il est la langue maternelle?

Plus optimiste, Etienne Parent était de ceux qui souhaitaient une forte immigration française. « Le Bas-Canada . . ., affirmait-il dans une lettre à Rameau le 25 octobre 1861, c'est encore la France, la France en Amérique. Que notre nationalité s'étende et se consolide, c'est pour la France un allié sûr . . . Oui, aussi bien que moi, vous devez déplorer de voir des milliers de Français aller se noyer au sein de peuples de races étrangères, tandis qu'en venant chez nous ils nous aideraient à créer sur les bords du Saint-Laurent une France

aussi belle, aussi glorieuse peut-être que l'est celle de la Seine et du Rhône. » C'est dans cette même lettre qu'en réponse à Rameau, surpris de l'accueil enthousiaste fait par les Canadiens au prince Louis-Napoléon, Parent traduisit le sentiment général de ses compatriotes envers la France: « Eût-il été pire que vous ne le faites, qu'il aurait été vu avec plaisir parmi nous, en sa qualité de prince français. C'est la France que nous avons saluée et acclamée en lui. »

Et pourtant, cette France toujours aimée, ne s'intéressait guère à son ancienne colonie. L'ignorance des Français tapait littéralement sur les nerfs de Parent, pour nous en tenir à lui. Heureusement que Rameau allait forcer « la France à se ressouvenir de ses orphelins du Canada. » Mais les rares Français qui cherchaient à nous connaître n'étaient pas tous dans les mêmes excellentes dispositions de Rameau, témoin Ernest Duvergier de Hauranne, homme politique et écrivain, qui, à la suite d'un voyage au Canada, fit un portrait bien peu flatteur des Canadiens français dans la *Revue des Deux Mondes* d'octobre et de novembre 1865.

Encore faut-il admettre, pour être juste, que les Canadiens eux-mêmes faisaient peu d'efforts pour être mieux connus. L'abbé Henri-Raymond Casgrain en convenait et il ne fut pas étranger au projet d'une bibliothèque de livres canadiens à Paris, projet dont il était question en 1874, mais qui ne semble pas avoir eu de suite, car, le 2 janvier 1882, l'historien de l'Hôtel-Dieu écrivait à Rameau qu'il avait enfin obtenu du surintendant de l'Instruction Publique, M. Oimet, la promesse d'un envoi de deux exemplaires de tous les livres canadiens: un pour la Bibliothèque Nationale, un pour la Bibliothèque Sainte-Geneviève. Déjà, quelques années plus tôt, Joseph Royal avait également suggéré l'envoi de livres, mais il était surtout d'avis que les journaux français devaient avoir un correspondant au Canada — lui-même en l'occurrence. — « Notre commerce, avait-il écrit à Rameau le 4 novembre 1861, nos produits, notre mouvement matériel, moral, intellectuel et même politique ne devraient pas, ce me semble, ne faire ouvrir de grands yeux qu'aux Français dévoyés

qui nous arrivent ici par ricochet. » Dix-neuf ans plus tard, le curé Labelle exprimait une opinion identique, mais en d'autres termes, dans une lettre au fidèle et patient Rameau : « Si la France veut placer des capitaux en pays étranger, elle ne peut mieux choisir que le Canada. Sans nous vanter, nous valons autrement que les Turcs et même les Etats de l'Amérique méridionale. »⁽⁷⁾ Mais la France et les Français, par ignorance sans doute, aussi pour des motifs d'ordre politique, ne regardaient pas de notre côté. Il n'y avait vraiment que Rameau pour comprendre et partager le chagrin de Siméon LeSage quand, à la réception d'Henri de Bornier, successeur de Xavier Marmier à l'Académie Française, ni le nouvel « immortel » ni le comte d'Haussonville qui l'accueillit ne firent la moindre allusion au Canada. Et pourtant, des liens étroits unissaient Marmier aux Canadiens et Haussonville venait d'être reçu à bras ouverts dans la province de Québec.

Comme le lecteur peut s'y attendre, les correspondants de Rameau, nombreux et divers, n'abordaient pas uniquement les trois ou quatre grandes questions auxquelles le Parisien s'intéressait le plus. Au fur et à mesure qu'un événement un peu important survenait, la nouvelle en était transmise à Rameau, avec, bien entendu, des commentaires plus ou moins plaisants sur les faits et les hommes. La politique, entre autres choses, inspirait des propos qui n'ont peut-être pas encore perdu toute leur actualité.

Lors de son premier voyage au Canada, en 1860-61, Rameau s'était vite rendu compte de la place que tenait la politique dans la vie du pays. A cette date, une nouvelle crise s'annonçait, provoquée par la campagne de George Brown en faveur de la représentation parlementaire d'après la population : la *Rep. by Pop.* Rameau en redoutait les conséquences pour les Canadiens français. De Montréal, le 2 mai 1861, il écrivait en substance à son frère : « Les Français prennent fait et cause pour les Polonais, les Italiens, les Syriens, les

(7) Lettre du 18 novembre 1890.

Hongrois . . . Mais il y a notre propre sang, il y a ceux qui ont tout fait pour notre nom. » Aussi bien, la France ne devrait pas rester insensible à ce qui se passe au Canada, tout en ménageant les susceptibilités de la Grande-Bretagne. Ce qui, toutefois, attristait le plus Rameau était l'âpreté des luttes politiques. A distance, il pouvait s'en faire une idée bien nette par la lecture des journaux, sans compter que ses correspondants de Montréal ou de Québec étaient du même avis, déploraient avec lui l'attitude des Canadiens français, « prêts à se déchirer en présence de l'ennemi commun ». Un jour, le 9 août 1861, c'est Etienne Parent qui lui écrit : « Il y a près de quarante ans que je travaille pour le maintien de notre chère nationalité, pour faire une France américaine, et je ne désespère pas du succès . . . Je ne crains pas l'anglo-saxonisme par lui-même; si nous périssons, ce sera par la politique, c'est-à-dire par nos propres mains. » Un autre jour, le 14 février 1864, c'est au tour d'Ulric Tessier de s'exprimer librement : « Le ton de la presse française est tout personnel; ce sont des injures, mais on ne discute pas; de fait la différence des principes n'existe guère dans les deux partis. C'est l'ambition personnelle qui gâte tout et, dans un pays où les journalistes deviennent ministres, il y a une grande tentation . . . » L'année précédente, à l'époque du ministère Sandfield Mac-Donald-Dorion, le professeur Aubry, qui collaborait au *Courrier du Canada*, n'avait pas fait, à l'adresse de Rameau, un tableau plus flatteur du milieu politique canadien. « Il n'y a peut-être pas, chez tout ce monde-là, un seul homme vraiment animé du bien public. On n'entend parler que de marchés et de trafics honteux. Si, par quelque coup imprévu, la Providence ne vient pas au secours du Canada, je crains bien qu'avant longtemps . . . il ne tombe dans un état d'anarchie à peu près semblable à celui d'où vient d'être tiré le Mexique par nos soldats . . . Vous ne sauriez vous faire une idée des progrès effrayants de la corruption. »⁽⁸⁾ Aubry n'avait rien d'un optimiste; mais tel n'était pas

(8) Lettre du 21 août 1863.

le cas de Paul de Cazes qui mandait à Rameau, le 22 mai 1880 : « Notre pauvre province de Québec va toujours cahin-caha. On continue à s'occuper beaucoup plus de politique du point de vue des intérêts particuliers de chacun que des intérêts du pays. » Tel n'était pas non plus le cas de Pierre-J.-O. Chauveau qui, dans le même temps, s'exprimait en ces termes : « Notre pauvre politique s'embrouille de plus en plus. Elle se traîne dans d'effroyables entreprises, dans d'affreux tripotages. » Et Benjamin Sulte affirmait de son côté : « Le fait est qu'en dehors de la politique, nous ne savons ni penser ni nous remuer. »⁽⁹⁾ Le mal était apparemment incurable puisque, le 28 octobre 1886, le curé Labelle confiait à Rameau : « Pour moi, les plus grands ennemis à craindre, ce ne sont pas les Anglais, mais les Canadiens français . . . Vous ne sauriez croire comme la politique gâte notre population et l'accoutume à ne rien respecter quand il s'agit de questions politiques. On ment à coeur joie pourvu que le parti en profite. Le peuple s'accoutume à ne pas aimer la vérité qui seule sauve le monde. » Deux ans plus tard, il ajoutait : « La politique nous dévore malgré vos bons conseils. »

Sur les hommes politiques eux-mêmes, les correspondants de Rameau se prononçaient en général avec beaucoup plus de discrétion et de mesure. Le professeur Aubry, en août 1862, voyait en D'Arcy McGee « le plus fort de tous, tant par ses talents oratoires que par sa ténacité au travail », le considérant, d'autre part, comme « un ennemi redoutable et déclaré de la nationalité française. » Lorsque sir Louis-Hippolyte La Fontaine mourut, Etienne Parent n'hésita point à lui rendre hommage, dans une lettre du 7 mars 1864 : « La Fontaine n'était pas fort en études philosophiques et littéraires, mais il avait fait des études approfondies du droit civil et politique. C'est elles qui lui ont valu son avancement. Comme il avait l'intelligence un peu lourde, c'est à la solidité de son jugement et à un travail opiniâtre qu'il a dû ses succès, et aussi, il ne faut pas

(9) Lettre du 15 août 1880.

l'oublier, à une intégrité de caractère digne de servir d'exemple à nos hommes publics. » A Rameau, qui s'était exprimé assez sévèrement sur le compte de Georges-Etienne Cartier, en raison de son « alliance monstrueuse » avec Brown, le même Parent écrivait un peu plus tard : « M. Cartier n'a encore rien perdu de la confiance qui l'a porté et maintenu au pouvoir depuis si longtemps. Il a des défauts sans doute, mais on les lui passe en faveur des qualités qu'il possède, sa fermeté surtout. »⁽¹⁰⁾ De tous les hommes politiques dont il est question occasionnellement dans les lettres écrites à Rameau, c'est peut-être Mercier qui reçoit les plus rudes coups. « Comédien consommé », affirme l'un des correspondants, « sinistre personnage », proclame un évêque.

Les querelles politico-religieuses trouvèrent, comme il était naturel, un écho chez les correspondants de l'historien, surtout dans les lettres de Charles Thibault qui n'était pas tendre pour les libéraux : « Aussi longtemps, écrivait-il le 7 mai 1885, qu'on laissera le libéral archevêque de Québec, Mgr Taschereau, à la tête du pays, ça n'ira pas. Nous serions prêts, à Montréal, d'accepter l'université Laval si cette malheureuse institution n'était pas entre les mains des libéraux catholiques. Laval veut tout gouverner . . . afin de mettre partout des évêques aux idées libérales catholiques . . . Malheureusement, des hommes comme l'honorable Chauveau, le Révérend Père (*sic*) Labelle, etc., favorisent le libéralisme catholique. Nous sommes dans une Babel! Le juge Routhier lui-même a baissé pavillon et a succombé aux séductions de la chaire . . . universitaire de Laval! » Rien d'étonnant que l'ultramontain Thibault, après un nouvel échec électoral en 1890, ait fini par perdre confiance dans ses propres amis politiques : « Le parti conservateur m'a trahi trente ans durant. Nous sommes un parti de décadents. La ruine est proche. »

Il faut bien dire que l'époque couverte par les correspondants de Rameau — 1859-1899 — fut fertile en événements de toute sor-

(10) Lettre du 2 février 1867.

te. Guerre de Sécession, agitation des Fenians, Confédération, Affaire Riel et soulèvement des Métis, question universitaire : tout contribuait à l'alimenter. En 1861 et 1862, Etienne Parent et Ulric Tessier croyaient à l'imminence d'une guerre entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, guerre dans laquelle les colonies anglaises, y compris le Canada, allaient être entraînées; et c'est à ce propos que Parent souhaitait de voir une armée française de 25.000 hommes venir à la défense du Canada! Mais la guerre n'eut pas lieu, et quand la Confédération fut proclamée, Parent, qui avait été l'un des premiers à la proposer, dès 1838, ne cacha pas sa joie à Rameau qui, lui, condamnait le régime. Quant à l'Affaire Riel, c'est Siméon LeSage qui la traita le plus longuement dans ses lettres. S'il ne fut pas de ceux qui voulurent faire du chef métis une espèce de héros légendaire, LeSage n'en flétrit pas moins en termes violents la conduite des ministres canadiens-français Langevin, Chapleau et Caron.

La politique, dans son sens large ou restreint, n'était pas seule, encore une fois, à inspirer les correspondants de Rameau. Sulte, par exemple, à la suite de Garneau, de Parent, de Chauveau, de l'abbé Casgrain et d'Hector Fabre, engageait souvent la discussion sur un problème d'ordre historique ou littéraire, quand il ne s'amusait pas à dépeindre tel ou tel contemporains, comme l'abbé Verreau dont il écrivait, le 18 juin 1878 : « C'est un drôle de corps. On ne sait jamais pourquoi il se tourne, pourquoi il ne se tourne pas, pourquoi il s'avance ou retraite. » Tantôt Sulte dit à Rameau combien est pénible, au Canada, le métier d'écrivain : « Tassé est comme moi et tous ceux qui écrivent en ce pays, pauvre, gagnant sa vie le jour et cultivant le soir ses goûts pour l'étude. Cela explique que nous ne pouvons marcher vite, ni être nombreux. »⁽¹¹⁾ Et que de difficultés matérielles s'ajoutent à l'incompréhension! « Nous avons à peine quelques imprimeurs connaissant le simple maniement du compos-

(11) Lettre du 18 juin 1878.

teur ».⁽¹²⁾ Tantôt, il s'en prend aux Jésuites, comme dans cette lettre du 21 février 1883 : « Mes attaques contre les Jésuites ont soulevé le diable durant quelques semaines, mais ces messieurs paraissent calmés, n'ayant rien à dire . . . Ce qui ne les empêchera pas de me faire une guerre à mort à l'avenir. Pour leur malheur, ils ne savent point à qui ils ont affaire. Je les mènerai tambour battant, et tant et tant qu'ils nous laisseront tranquilles, car ces êtres impossibles ont déjà plongé le pays dans une foule de chicanes, et ils en profitent, et ils augmentent d'audace . . . » Tantôt, encore, c'est l'historien Parkman, accusé par Rameau d'être partial, qui fait bondir Sulte. Mais, tout en partageant l'avis de Rameau sinon la colère de Sulte, Hector Fabre a le mot juste : « Parkman a rendu service au Canada en intéressant les Américains à notre histoire ».⁽¹³⁾

Et puis, il y eut toujours, jusqu'en 1891, les pittoresques propos du curé Labelle. « Les Anglais, écrivait le prêtre au sujet de l'annexion aux Etats-Unis qu'il redoutait, n'auront qu'à y gagner. Ils ne sont même pas obligés de changer de chemise! »⁽¹⁴⁾ Etant retourné à Rome, en 1890, le prélat n'y passa point inaperçu. A l'en croire — et nous le croyons sans peine — les Romains furent épatés par son activité au travail. « Ils disent que je vaux dix hommes . . . Je vais droit au but sans courbettes ni intrigues. Je frappe d'estoc et de taille, mais en tempérant les coups par la charité. »⁽¹⁵⁾ C'est au cours de ce voyage qu'il arriva à Mgr Labelle, créé protonotaire apostolique par Léon XIII, une aventure amusante dont il fut le premier à rire dans cette même lettre à Rameau : « J'ai perdu mon chapeau de prélat en route. Heureusement que ce n'était pas la tête! » Et il ajoutait : « Je suis en bonne santé et je trouve le vin excellent. Je

(12) Lettre du 30 janvier 1878.

(13) Lettre du 21 octobre 1895.

(14) Lettre du 24 mars 1888.

(15) Lettre du 27 avril 1890.

change de qualité tous les jours et je bois le vin qu'ont chanté les poètes, en particulier le classique Horace qui aimait aussi pas mal sa bouteille de vin. Plus d'un lui ressemble de ce côté, moi en particulier. » Le 9 juin, après une audience du Pape, le « roi du nord » annonçait que la province ecclésiastique d'Ottawa allait être organisée et que le nouveau diocèse de Saint-Jérôme y serait rattaché. « J'ai été obligé de couler l'évêque de Montréal de fond en comble, et ç'a été chose facile . . . » C'avait été si peu facile, au contraire, que Mgr Labelle dut bientôt quitter Rome après avoir brûlé tous ses vaisseaux, comme il disait, et sans avoir obtenu l'évêché qu'il rêvait. Quelques mois plus tard, le 4 janvier 1891, il mourait des suites d'une opération. La nouvelle impressionna fort Rameau à qui l'abbé François-Xavier Chagnon, curé de Champlain (Vermont), fit le récit des obsèques au cours desquelles on vit Chapleau se coucher sur le cercueil de son ami en pleurant comme un enfant, et Mercier sangloter « comme une femme pendant tout le temps du service. »

Avec les années, Rameau voyait ainsi diminuer le nombre de ses correspondants canadiens. Il n'en continuait pas moins de se pencher sur les problèmes anciens et nouveaux du petit peuple qu'il avait véritablement adopté. Attentif aux moindres échos qui lui parvenaient des bords du Saint-Laurent, il était toujours prêt à tendre la main, à donner un conseil, à faire une démarche. Et ce fut ainsi jusqu'au 5 décembre 1899, alors que, mortellement frappé, il eut encore le courage de dicter à sa fille et de signer une lettre où il célébrait la mémoire de Talon dont l'oeuvre, recommandait-il, méritait d'être mise davantage en lumière. Peut-être se rappela-t-il alors l'hommage que le curé Labelle lui avait rendu en juin 1890 : « Il faut aimer le Canada comme vous l'aimez pour vous imposer autant de travail et de recherches . . . Vous êtes un bénédictin . . . un mineur de chiffres et de statistiques . . . Quand la France d'Améri-

que . . . se posera devant le monde étonné, jeune, hardie, catholique, religieuse, vous serez à la base de sa formation, comme Washington, Franklin, Adams sont à la base . . . de la république américaine. »

A handwritten signature in cursive script, reading "Jean Bruchési". The signature is written in black ink on a white background. The letters are fluid and connected, with a prominent flourish at the end of the word "Bruchési".